



INQUIETANTE DERIVE

5 février 2026

Et maintenant, interdiction de se parler entre elles : jusqu'où iront les Talibans dans l'invisibilisation des femmes ?

Les Talibans ont imposé une nouvelle interdiction aux femmes de se parler. Khalid Hanafi, ministre du groupe chargé de la vertu et du vice, a annoncé qu'il est désormais interdit aux femmes adultes de faire entendre leur voix auprès d'autres femmes, renforçant ainsi les restrictions existantes imposées aux femmes qui s'expriment publiquement ou qui montrent leur visage.

 Michel Fayad ↗

5 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 6:53min

Atlantico : Jusqu'où iront les Talibans dans l'invisibilisation des femmes ? En quoi cette nouvelle vague de restrictions diffère-t-elle de celle des années 1996-2001, et qu'est-ce que cela révèle sur l'idéologie actuelle des Talibans ?

Michel Fayad : L'interdiction faite aux femmes adultes de faire entendre leur voix, y compris auprès d'autres femmes, marque une escalade majeure dans la politique de contrôle talibane. Elle ne vise plus seulement la visibilité des femmes dans l'espace public, mais leur existence sociale elle-même. Parler, échanger, se reconnaître mutuellement deviennent des actes répréhensibles. Les Talibans semblent désormais poursuivre une invisibilisation quasi totale où les femmes sont réduites à des figures silencieuses, isolées et

Aa 100% Aa

  

Cette mesure transforme l'espace public en un espace exclusivement masculin, tout en s'immisçant dans les interactions privées. En interdisant aux femmes de se parler, même entre elles, les Talibans s'attaquent directement à la solidarité féminine, indispensable à toute forme d'organisation, de résistance ou simplement de vie sociale. Si cette trajectoire se poursuit, on peut anticiper des restrictions encore plus sévères : limitations quasi absolues des sorties, **surveillance** accrue des foyers, pénalisation de toute expression féminine, y compris dans la sphère familiale ou numérique.

Comparée à la période 1996–2001, cette nouvelle vague se distingue principalement par sa forme institutionnelle. Dans les années 1990, la répression était brutale, spectaculaire et souvent arbitraire : exécutions publiques, interdictions appliquées par la violence immédiate. Aujourd'hui, elle est bureaucratisée, codifiée et juridiquement structurée. Depuis 2021, plus de 80 décrets ont été promulgués, dont la majorité vise explicitement les femmes. La loi sur la Promotion de la Vertu et la Prévention du Vice (août 2024) formalise cette dynamique en érigent le silence féminin et le voile intégral en obligations légales. Il s'agit désormais d'un système organisé d'apartheid de genre.

À lire aussi

Avec la guerre en Ukraine, c'est l'hiver industriel qui s'installe en Russie dans les secteurs automobile et métallurgique

Andras Toth-Czifra

Sur le plan idéologique, cette évolution révèle une continuité profonde. Les femmes sont toujours perçues comme des sources de fitna (désordre moral), mais le discours actuel va plus loin : la femme est conçue comme une "awrah" totale, un être dont le corps, le visage, la voix et même la présence sociale doivent être dissimulés. Cette conception s'inscrit dans des lectures littéralistes et patriarcales de l'islam, historiquement minoritaires mais doctrinalement disponibles, que les Talibans ont rendues hégémoniques par la coercition étatique. Malgré les promesses de modération formulées en 2021, le régime assume désormais ouvertement un projet de contrôle total, indifférent aux critiques internationales.

pratique de se cacher un œil est avérée et réellement appliquée par les Talibans ?

L'obligation faite à certaines femmes de dissimuler un œil sous leur burqa ne constitue pas, à ce stade, une politique nationale officiellement codifiée par les Talibans. Elle semble plutôt émerger de déclarations isolées de clercs ou de responsables locaux, parfois amplifiées par des rumeurs et des témoignages d'activistes.

Des cas ont été signalés dans certaines régions, où des femmes auraient été contraintes de couvrir un œil sous prétexte de conformité à la charia. Toutefois, ces pratiques ne sont pas confirmées par des textes juridiques nationaux et ne semblent pas appliquées de manière généralisée. Elles relèvent plutôt d'interprétations locales extrêmes, favorisées par l'ambiguïté volontaire des directives centrales et par un excès de zèle de certaines patrouilles.

À lire aussi

Voilà pourquoi l'imprévisibilité à la Trump ne relève pas seulement du théâtre politique mais nous pose un vrai défi cognitif

Robin Bailey

Même marginale, cette pratique est révélatrice. Elle s'inscrit dans une **radicalisation** progressive des normes imposées aux femmes, inspirée de formes de purdah extrême issues de traditions tribales ultra-conservatrices que les Talibans cherchent à normaliser. Au-delà du symbole, cacher un œil entrave la perception de la profondeur et la mobilité élémentaire, renforçant la dépendance des femmes envers un mahram pour se déplacer. Après le contrôle du corps, du visage et de la voix, c'est désormais le regard lui-même qui devient un objet de domination.

Quelles sont les conséquences potentielles de ces restrictions sur la société afghane dans son ensemble ? Quels sont les moyens d'action des Afghanes pour résister à ces restrictions ?

Les conséquences de ces politiques sont profondes et touchent l'ensemble de la société afghane. Sur le plan économique, l'exclusion des femmes de

100%

compétences. Elle entraîne un affaiblissement structurel de l'économie, aggrave la pauvreté et accentue le manque de professionnels qualifiés, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Sociallement et psychologiquement, les dégâts sont considérables. La ségrégation forcée favorise l'isolement, l'augmentation des violences domestiques et une détresse mentale massive. De nombreux rapports font état d'une hausse alarmante de la dépression et des suicides féminins. Le contrôle permanent des corps, des voix et des comportements finit par détruire les repères sociaux et les équilibres familiaux, avec des effets durables sur la cohésion de la société.

À lire aussi

Les discussions entre l'Iran et les États-Unis se tiendront vendredi à Oman

Kimberley Bort

Malgré ces contraintes extrêmes, les Afghanes résistent. Leur résistance est souvent invisible, mais bien réelle. Elles organisent des manifestations à l'intérieur des foyers, montent des écoles clandestines, développent des activités économiques en ligne et documentent les abus à travers des réseaux sécurisés. Les réseaux sociaux, parfois accessibles via des VPN, sont devenus un espace crucial de témoignage et de mobilisation, en lien avec la diaspora. Cette résistance silencieuse permet de préserver des formes de solidarité féminine, malgré les arrestations, les menaces et les violences.

Comment expliquer que la communauté internationale, malgré ses condamnations, ne parvienne pas à infléchir la politique des Talibans envers les femmes ? La communauté internationale peut-elle aider les femmes afghanes face à ces restrictions ?

La communauté internationale peine à influencer les Talibans en raison d'une réponse fragmentée et prudente. Les condamnations diplomatiques restent largement symboliques, car les Talibans refusent toute concession sur les droits des femmes, même en échange d'une reconnaissance internationale. Les sanctions générales risquent d'aggraver la crise humanitaire, tandis que l'aide accordée sans conditions strictes tend à normaliser le régime et peut être indirectement détournée à son profit. Les

100%

priorités géopolitiques — stabilité régionale, lutte antiterroriste — prennent souvent le pas sur la défense des droits humains.

Des leviers existent néanmoins. La reconnaissance de l'apartheid de genre comme crime contre l'humanité offrirait un cadre juridique plus contraignant, ouvrant la voie à des poursuites devant la Cour pénale internationale. Des sanctions ciblées contre les dirigeants, un soutien direct aux organisations féminines afghanes, des visas et des mécanismes de protection pour les activistes, ainsi qu'une conditionnalité stricte de l'aide internationale pourraient exercer une pression réelle.

À lire aussi

Milei sabords ! En Argentine, la farce économique se rapproche du succès

Hugues Serraf

Il est enfin essentiel de ne pas laisser le régime monopoliser le discours religieux. L'implication de voix musulmanes critiques peut contribuer à délégitimer ces politiques dans l'espace islamique, sans que cela n'efface le fait central : ce sont des choix politiques autoritaires, assumés et structurés, dont les femmes afghanes paient le prix.

MOTS-CLES

talibans , Afghanistan , Femmes , invisibilisation , droits des femmes

THEMATIQUES

International

A PROPOS DES AUTEURS



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

SUIVRE

100%